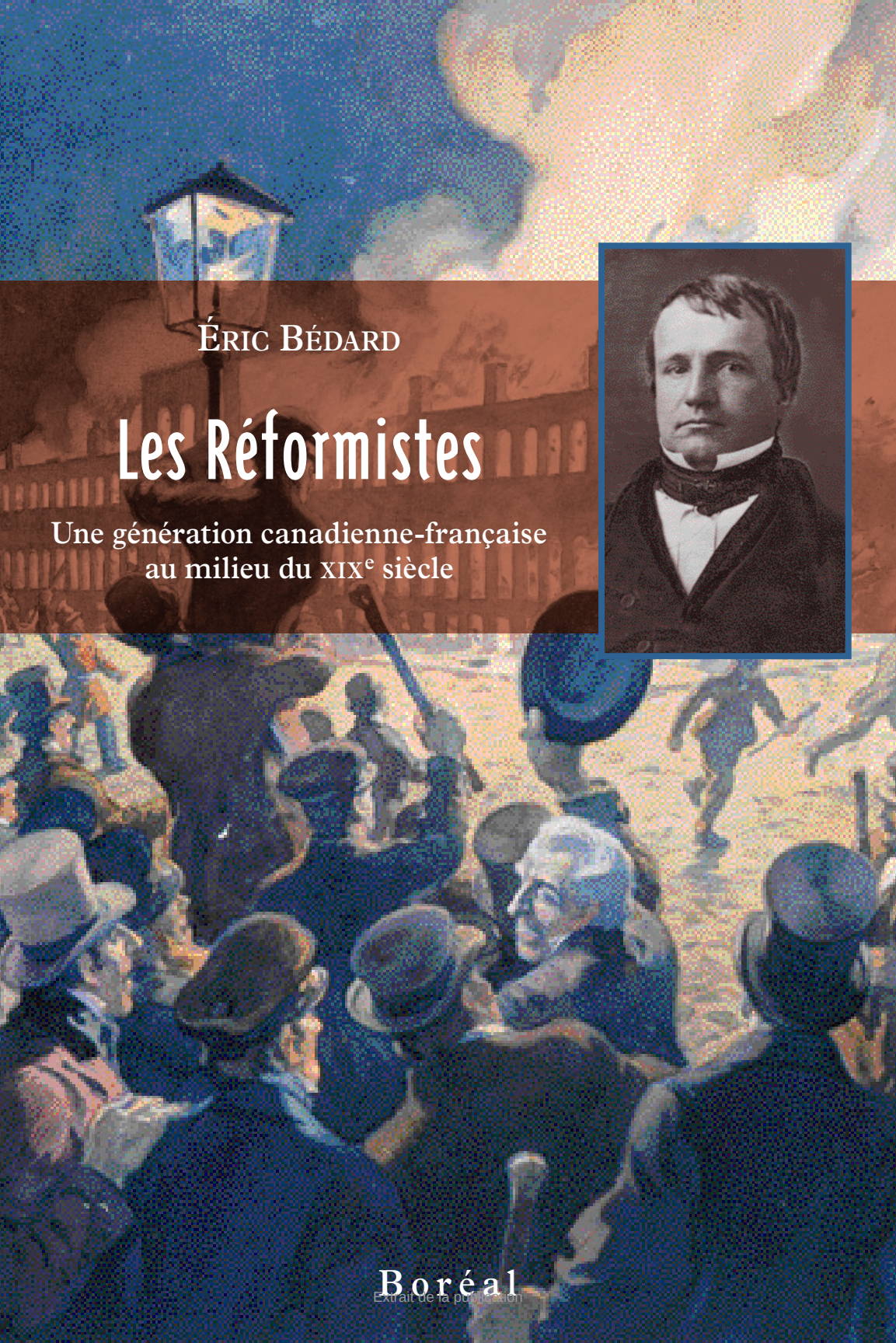

Éric Bédard

Les Réformistes

Une génération canadienne-française au milieu du XIXe siècle

Boréal

Extrait de la publication

Les Éditions du Boréal
4447, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2J 2L2
www.editionsboreal.qc.ca

Extrait de la publication

LES RÉFORMISTES

DU MÊME AUTEUR

Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire, Septentrion, 1998 (préface de René Durocher).

Parole d'historiens. Anthologie des réflexions sur l'histoire au Québec (avec Julien Goyette), Presses de l'Université de Montréal, coll. « PUM — Corpus », 2006.

Extrait de la publication

Éric Bédard

LES RÉFORMISTES

Une génération canadienne-française au milieu du XIXe siècle

Boréal

Cet ouvrage a été publié grâce à une subvention de la Fédération canadienne des sciences humaines de concert avec le Programme d'aide à l'édition savante, dont les fonds proviennent du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Les Éditions du Boréal reconnaissent l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour ses activités d'édition et remercient le Conseil des Arts du Canada pour son soutien financier.

Les Éditions du Boréal sont inscrites au Programme d'aide aux entreprises du livre et de l'édition spécialisée de la SODEC et bénéficient du Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres du gouvernement du Québec.

Illustrations de la couverture : *Feu des édifices du Parlement à Montréal en 1849,* aquarelle, vers 1925 (Bibliothèque et Archives Canada, Fonds Charles William Jefferys, 1972-26-766). En médaillon : Louis-Hippolyte Lafontaine (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds J.-E. Livernois Ltée, P560, S2, D1, P1553).

© Les Éditions du Boréal 2009
Dépôt légal : 4e trimestre 2009
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Diffusion au Canada : Dimedia
Diffusion et distribution en Europe : Volumen

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Bédard, Éric, 1969-

Les réformistes : une génération canadienne-française au milieu du XIXe siècle

Comprend des réf. bibliogr. et un index.

ISBN 978-2-7646-0669-8

1. Canada – Histoire – 1841-1867. 2. Idées politiques – Québec (Province) – Histoire – 19e siècle. 3. Élite (Sciences sociales) – Québec (Province) – Histoire – 19e siècle. 4. Leadership politique – Québec (Province) – Histoire – 19e siècle. 5. Église et État – Québec (Province) – Histoire – 19e siècle. I. Titre.

FC470.B42 2009 971.04 C2009-941773-1

À la mémoire d'Arthur Bédard (1905-1998)

Extrait de la publication

Tout est lié : politique, économie, société, situation géographique ; gouvernement, grandes affaires, classes sociales, partis et groupes d'intérêts. Saisissez une activité ou une fonction, toutes les autres suivent, entraînées par elle. Pourquoi ? Parce que c'est l'homme que vous saisissez, l'homme qui, tout à la fois, assure sa subsistance, exerce un métier, s'administre, se bat — et tient à des idées qui ne sont jamais tout à fait les siennes, mais qu'il nourrit de son expérience propre.

GUY FRÉGAULT, *La Guerre de la Conquête*, 1955

Présentation

La génération patriote avait vécu d'espoirs, elle avait tenté de jeter les bases d'un monde nouveau ; la génération réformiste a été hantée par la débâcle militaire de 1837. Confrontée à l'Acte d'Union de 1840, alors synonyme d'assimilation, au début d'une vague d'émigration des Canadiens français vers les États-Unis et à des défis sociaux inédits, la génération réformiste du milieu du XIXe siècle a hérité d'un monde incertain. « C'était avec une grande crainte, a écrit un leader réformiste, c'était presque avec désespoir que l'on se demandait ce qui allait advenir de tout ce qui nous était cher[1]*. » L'ambition des Étienne Parent, Louis-Hippolyte LaFontaine, Augustin-Norbert Morin, Joseph-Édouard Cauchon, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, Hector Langevin et Antoine Gérin-Lajoie n'a donc pas été d'esquisser les contours d'un autre monde possible. Elle a été beaucoup plus humble : préserver l'essentiel de ce qu'avaient légué les générations précédentes, faire du Canada français une nationalité bien de son temps.*

L'histoire que l'on écrit est toujours fécondée par le présent. Le projet de ce livre a pris forme à la fin des années 1990, dans un moment de grande morosité collective. Comme je ne voulais pas ajouter ma voix à celles des cyniques et que je suis allergique aux fuites en avant des marchands de rêves, j'ai cherché dans notre histoire une autre génération qui avait dû affronter des défis semblables aux nôtres. Très rapidement, j'ai reconnu chez les réformistes du XIXe siècle bien des inquiétudes ressenties par la génération qui émerge aujourd'hui, alors que le Québec fait face à

Extrait de la publication

d'immenses défis politiques, économiques, sociaux et moraux : piétinement de la « question nationale », essoufflement du « modèle québécois », crise de l'État providence, exode des régions rurales, triomphe de la raison instrumentale, étiolement des institutions familiale et scolaire, taux de suicide anormalement élevé, etc. En dépit du siècle et demi qui sépare la génération émergente de celle des réformistes, j'ai eu l'impression de retrouver des incertitudes similaires face à l'avenir. Comme ces devanciers, nous vivons les lendemains troubles de grandes espérances. Le temps réformiste n'a été ni celui des mythes fondateurs ni celui des Grands Soirs ; il a été un temps désenchanté, morose même ; un temps de prudence, et non d'élans prophétiques. En allant vers les réformistes, mon but n'était pas de réhabiliter des personnages « illustres » ou de dénicher un programme d'action pour l'avenir. Comme l'écrit Fernand Dumont, « nous ne demandons pas à Aristote ou à Descartes comment faire de la physique, ni à Auguste Comte ou à Proudhon comment pratiquer la sociologie. Nous cherchons chez eux des origines, des impulsions à penser. Cela ne constitue pas une mémoire de méthode, mais une mémoire d'intention[2]*. » Plutôt que de demander aux réformistes de fournir des solutions toutes faites aux problèmes d'aujourd'hui, j'ai plutôt voulu comprendre les questions qu'ils s'étaient posées et connaître les réponses qu'ils avaient trouvées ; voir comment, par la pensée et par l'action, ils avaient conjuré les angoisses d'un présent incertain. Tout comme Dumont, j'ai vu dans cette « mémoire d'intention » une possible « impulsion à penser » notre époque, une manière particulière de situer nos inquiétudes actuelles dans une longue filiation d'interrogations sur notre devenir.*

En plus d'étudier une génération proche de la mienne, je souhaitais aussi aborder les réformistes en tant que véritables acteurs politiques, maîtres de leur destin et de celui de leur pays, et non comme les marionnettes d'un quelconque système anonyme ou comme les pantins d'une prétendue « classe dominante ». J'ai présumé que ces hommes, évidemment influencés par les idées de leur époque, étaient dotés d'une certaine autonomie de pensée, qu'ils agissaient comme les fiduciaires conscients d'un héritage national menacé. En somme, je voulais redonner un peu de lustre à l'histoire politique et nationale, à mon avis négligée ou malmenée par les historiens de la génération précédente. Dès mes études de premier cycle en

histoire, j'ai constaté avec dépit que la vie politique et la question nationale n'intéressaient guère la plupart de mes professeurs d'histoire canadienne et québécoise. La majorité d'entre eux avait été très inspirée par l'école française des Annales ou par le marxisme, souvent par les deux. Dans bien des cas, ces professeurs associaient l'histoire politique aux chroniques événementielles et aux biographies d'hommes « célèbres », c'est-à-dire à des genres mineurs certes « populaires » auprès du grand public, mais sans grande valeur scientifique. L'histoire politique, considéraient-ils, ne s'attardait qu'aux conjonctures éphémères, elle ne s'intéressait qu'à des élites déconnectées des misères du peuple, elle n'avait rien à nous apprendre sur les structures lourdes qui transforment les sociétés ou sur l'évolution des mentalités populaires. En commençant cette recherche, j'espérais montrer que l'histoire politique pouvait elle aussi intégrer les multiples dimensions de la vie collective ; rendre compte, à sa façon, d'une certaine totalité. Pour y arriver, il me fallait cependant éviter de réduire la politique à sa dimension partisane et montrer qu'elle n'est pas qu'une joute sportive entre quelques équipes qui s'affrontent pour conquérir le pouvoir, mais bien cet « ordre synthétique[3] *», cet espace d'échanges et de débats où les dilemmes d'une société s'expriment souvent sans fard. Dans mon esprit, faire de l'histoire politique, c'était rendre compte des dilemmes que provoquent des changements sociaux, économiques, culturels et politiques ; c'était restituer la signification perdue des positions en présence, et ainsi voir comment une génération comme celle des réformistes avait pensé les défis de son temps.*

D'aucuns diront que l'éclipse du politique est chose du passé ; que les historiens ont redécouvert la politique grâce à l'étude des « genres », des « marginaux » ou des « identités ». Je conviens que, grâce à l'étude des exclus de l'historiographie traditionnelle, cette nouvelle histoire politique a su montrer que les sociétés sont traversées par des conflits, que les foisonnantes réalités des nations ne correspondent pas toujours à l'image cohérente et lisse que s'en font parfois les écrivains ou les chefs politiques. Ce détour était probablement nécessaire pour avoir des sociétés d'autrefois une perception plus juste. Toutefois, en ne s'intéressant qu'à des fragments de ce qui forme un peuple ou une nation, cette nouvelle histoire politique a eu tendance à présenter les sociétés comme des agrégats d'individus aux identités multiples et aux intérêts irréconciliables que rien ne

semble pouvoir rassembler et unir. Mais c'est oublier que la modernité a fait de la nation le seul sujet politique capable de transcender les conflits les plus féroces[4]*. Le sentiment — puisque c'en est un — de partager une histoire, une culture, un destin a souvent été la source des réformes les plus durables, le « lien social » le plus solide qui a permis de traverser des crises difficiles. Pour entrevoir cette totalité si chère aux historiens du social, le cadre national — dans notre cas, le cadre canadien-français — m'a donc semblé le plus propice.*

* * *

Si j'ai souhaité aller à la rencontre d'une génération qui me semblait familière et redonner un peu d'éclat à l'histoire politique, j'ai aussi voulu rendre compte des idées d'un groupe d'hommes au pouvoir : les « réformistes ». L'ambition de ce livre n'était pas de faire un bilan factuel des gouvernements LaFontaine, Morin et Cartier ou de présenter une histoire exhaustive des réformistes — celle-ci ayant de toute façon déjà été écrite par d'éminents prédécesseurs[5] *—, mais plutôt d'éclairer un moment de pensée. À l'origine, j'avais prévu de me concentrer sur LaFontaine, moins dans le but de proposer une biographie classique que d'analyser sa pensée. La publication récente d'un journal personnel jusque-là inconnu des historiens et écrit lors de son voyage en Europe en 1837-1838 permet de découvrir un être cultivé qui ne dédaignait pas les idées générales*[6]*. LaFontaine aurait pu être le réformiste type, celui qui aurait permis de mieux comprendre la pensée de toute une élite. Après avoir dépouillé la correspondance personnelle de LaFontaine, décevante pour un historien des idées*[7]*, je me suis vite aperçu qu'une étude sérieuse de la pensée réformiste, pour qu'elle soit riche et évocatrice, nécessitait un élargissement important du corpus. Plutôt que de brosser un portrait ou d'écrire la biographie d'un seul personnage*[8]*, avec les résultats limités que cela peut engendrer sur le plan de l'intelligibilité générale d'une pensée et d'une époque, j'ai préféré suivre un groupe d'hommes attachés à quelques principes communs d'action. Pour toutes sortes de raisons qui restent à élucider, rarement les idées*

Extrait de la publication

réformistes ont été étudiées en elles-mêmes et pour elles-mêmes, ce qui n'est pas le cas des rouges et des ultramontains du milieu du XIX*e siècle qui ont eu droit à plusieurs études d'envergure*[9].

Par « réformistes », j'entends une nébuleuse de personnages influents qui ont orienté, souvent de façon déterminante, les décisions prises au nom de la nationalité canadienne-française au milieu du XIX*e siècle. Au cœur de cette nébuleuse, on retrouve un noyau dur composé d'Étienne Parent (1802-1874), Louis-Hippolyte LaFontaine (1807-1864), Augustin-Norbert Morin (1803-1865), George-Étienne Cartier (1814-1873), Joseph-Édouard Cauchon (1816-1885), Pierre-Joseph-Olivier Chauveau (1820-1890), Antoine Gérin-Lajoie (1824-1882) et Hector Langevin (1826-1906). Tous ces hommes ont en commun d'avoir misé sur le gouvernement responsable, quitte à accepter sans enthousiasme les termes de l'Acte d'Union ; d'avoir assumé l'« éthique de la responsabilité » du pouvoir à titre de politiciens de premier plan ou de hauts fonctionnaires ; d'avoir refusé l'annexion aux États-Unis. Sur le plan politique, ces acteurs ont occupé le centre de l'échiquier, se gardant bien de souscrire aux idées ultramontaines défendues par Mgr Ignace Bourget et ses disciples, ou à celles du Parti rouge qui a émergé au tournant des années 1850. Outre cette vision politique commune, ces hommes partageaient le même profil ethnique, sociologique et démographique. Ils étaient tous des Canadiens français qui avaient reçu la même formation, celle des collèges classiques, en plus d'avoir terminé leur « cléricature » en vue de devenir avocat. Aucun d'entre eux n'était le fils d'un seigneur bien en vue et, à l'exception de Cartier, tous étaient d'origines très modestes. En cette époque de bouleversements politiques et sociaux, ils avaient d'ailleurs le sentiment d'appartenir à une nouvelle classe moyenne à qui revenait la responsabilité de gouverner. Même s'ils étaient en bonne partie originaires de milieux ruraux, ces personnages ont presque tous vécu dans les deux plus importantes villes du Bas-Canada, soit Québec et Montréal. Par ailleurs, nés entre 1802 (Parent) et 1826 (Langevin), ces hommes étaient* grosso modo *de la même génération. En 1850, ils avaient trente-six ans d'âge moyen*[10].

Trois de ces hommes jouèrent un rôle important dès les années 1830. En plus d'être l'aîné de la nébuleuse réformiste, Étienne Parent a été l'intellectuel du groupe. Originaire de Beauport, Parent a toute sa vie été lié à

l'élite canadienne-française de Québec. Alors qu'il poursuivait ses études classiques au Séminaire de Québec, il a publié ses premiers articles en 1819 dans Le Canadien, *fermé en 1810 par le gouverneur Craig mais relancé en 1817 par Louis-Joseph Papineau. Âgé d'à peine vingt ans, Parent est devenu le rédacteur en chef du prestigieux journal fondé en 1806 par Pierre Bédard. Admis au Barreau en 1829, il n'a jamais pratiqué le droit. En même temps qu'il signait ses articles dans* Le Canadien, *il a préféré arrondir ses fins de mois en travaillant comme bibliothécaire du Parlement de 1833 à 1835. Solidaire du Parti canadien, il a désapprouvé la stratégie de l'état-major patriote à partir du printemps 1837. Après l'Acte d'Union de 1840, Parent est devenu l'un des premiers hauts fonctionnaires du Canada-Uni. Il consacrait ses temps libres à la lecture et à la réflexion, et prononçait des conférences importantes : « L'Industrie considérée comme moyen de conserver notre nationalité » (22 janvier 1846) ; « Importance de l'étude de l'économie politique » (19 novembre 1846) ; « Du travail chez l'homme » (23 septembre 1847) ; « Considérations sur notre système d'éducation populaire, sur l'éducation en général et les moyens législatifs d'y pourvoir » (19 février 1848) ; « Du prêtre et du spiritualisme dans leurs rapports avec la société » (17 décembre 1848) ; « De l'intelligence dans ses rapports avec la société » (22 janvier, 7 février 1852) ; « Le sort des classes ouvrières » (15 avril 1852). Si, à bien des égards, ces conférences — reproduites dans la presse de l'époque, et regroupées de nos jours dans des ouvrages de référence*[11] *— reflètent assez bien la sensibilité réformiste, certains enjeux soulevés par Parent ont suscité de vifs débats, comme on le verra dans ce livre.*

Louis-Hippolyte LaFontaine et Augustin-Norbert Morin ont eu un parcours assez semblable. Les deux hommes avaient des origines modestes et n'étaient pas liés au clan familial des Papineau, Viger et Cherrier, qui avait la main haute sur le Parti canadien durant les années 1830. Natif de Boucherville et orphelin d'un père menuisier, LaFontaine a commencé, sans les terminer, des études classiques chez les Sulpiciens du Collège de Montréal. Reçu au Barreau en 1828, il a épousé, quatre ans plus tard, la fille d'Amable Berthelot, bibliophile et avocat aisé de la Haute-Ville de Québec, qui conservait à l'égard du Parti « patriote » une certaine distance critique. Originaire de Saint-Michel-de-Bellechasse, fils de cultivateur et

Extrait de la publication

aîné d'une famille de onze enfants, Morin, très tôt repéré par le curé de sa paroisse, a fait ses études classiques au Séminaire de Nicolet. Il a écrit ses premiers articles pour Le Canadien *dès l'âge de dix-sept ans ; en 1826, il a fondé* La Minerve, *le pendant montréalais du* Canadien, *et a recruté l'année suivante Ludger Duvernay, un homme d'affaires averti qui fut, jusqu'à sa mort en 1852, la cheville ouvrière du journal. LaFontaine et Morin ont fait leur entrée au Parlement du Bas-Canada en 1830, se sont liés d'amitié et, vu leur jeune âge, ont immédiatement été assimilés à la relève, sinon à l'avant-garde du parti de Papineau. Après avoir contribué, surtout par leurs écrits, à la radicalisation du mouvement « patriote », ils ont rompu les rangs en novembre 1837 et se sont résignés peu à peu à l'union des deux Canadas. Au cours des années 1840, LaFontaine est devenu le chef incontesté des réformistes canadiens-français, s'est allié avec Robert Baldwin, du Haut-Canada, a dirigé deux gouvernements (1842-1843 ; 1848-1851) et a quitté la vie politique alors qu'il n'avait que quarante-quatre ans pour se consacrer à une carrière de juge — d'abord à la Cour seigneuriale, puis à la Cour d'appel. Personnage plus effacé, Morin a suivi le même chemin, a occupé un temps le siège de président de l'Assemblée législative, a assumé des fonctions ministérielles, a remplacé LaFontaine pendant un peu plus de deux ans à la tête du gouvernement du Canada-Uni (1852-1854) et a terminé sa carrière comme professeur de droit à l'Université Laval.*

Au cours des années 1840, de nouvelles figures sont entrées en scène ; elles ont rapidement fait partie du sérail réformiste. Parmi celles-ci, on retrouve évidemment George-Étienne Cartier. Originaire de Saint-Antoine-sur-Richelieu, diplômé du Collège de Montréal, il a été admis au Barreau en 1835. Après avoir travaillé à l'élection de Louis-Joseph Papineau et de Robert Nelson en 1834, il a été intégré à l'étude juridique d'Édouard-Étienne Rodier de Montréal, un proche des milieux « patriotes ». En 1840, il s'est rangé derrière LaFontaine et a commencé une longue et fructueuse carrière de politicien et d'avocat des grandes compagnies. Élu député de Verchères pour la première fois en 1848, il a aussitôt été nommé ministre et, en 1857, il a formé un gouvernement conservateur avec John A. Macdonald[12]*. Ardent promoteur de la Confédération canadienne, il a été le lieutenant politique canadien-français du gouvernement fédéral jusqu'à sa mort en 1873.*

Extrait de la publication

Trop jeune pour prendre part aux soulèvements de 1837-1838, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau venait de terminer son cours classique au Séminaire de Québec lorsque ont éclaté les affrontements. Homme de Québec, Chauveau avait fait de Parent et Morin ses principaux mentors. Avant de battre le célèbre John Neilson dans le comté de Québec en 1844 sous la bannière réformiste, il avait commencé à écrire des articles remarqués dans Le Courrier des États-Unis, *journal publié à New York. Membre du deuxième gouvernement LaFontaine, malgré certaines divergences de vues avec ce dernier, Chauveau a publié en 1853* Charles Guérin. Roman de mœurs canadiennes. *Deux ans plus tard, il a été nommé surintendant de l'Instruction publique et est devenu en 1867 le premier premier ministre de la province de Québec. Durant sa retraite, il s'est fait critique littéraire et a écrit une longue préface à la quatrième édition de l'*Histoire du Canada *de François-Xavier Garneau.*

Joseph-Édouard Cauchon était lui aussi originaire de la région de Québec et a fréquenté le Petit Séminaire de la Vieille Capitale presque en même temps que Chauveau. Alors qu'il préparait son admission au Barreau, il a publié une plaquette sur les notions de physique, ouvrage qui a attiré les regards sur lui[13]. *Après avoir remplacé Étienne Parent comme rédacteur en chef du* Canadien, *Cauchon a lancé, le 1er décembre 1842,* Le Journal de Québec. *Si ce nouvel organe de presse prônait une « politique large et généreuse » capable de rallier les « hommes de tous les partis », s'il promettait de n'adopter « aucun système politique », dans les faits le journal a soutenu les principes réformistes*[14]. *En 1844, Cauchon a d'ailleurs été élu député réformiste de Montmorency et a battu Frédéric-Auguste Quesnel, un vieil adversaire de LaFontaine. Malgré ses nouvelles fonctions, il a poursuivi son travail au journal. Cet homme pugnace et querelleur, reconnu pour ses discours-fleuves et une certaine agressivité verbale dont Louis-Joseph Papineau devait faire les frais, a pris part à plusieurs gouvernements réformistes, mais a démissionné avec fracas en 1857. Opposant puis partisan de l'union des colonies de l'Amérique du Nord britannique, et tour à tour maire de Québec et président du Sénat canadien, Cauchon a terminé sa carrière comme lieutenant-gouverneur du Manitoba.*

Comme Cartier, Chauveau et Cauchon, Antoine Gérin-Lajoie et Hector Langevin devaient bientôt faire partie de la mouvance réformiste. Le

premier, d'origine modeste, avait été admis au Séminaire de Nicolet en 1837 grâce aux bons soins du curé de sa paroisse. Quelque temps journaliste, puis fonctionnaire de carrière, comme son beau-père, Étienne Parent, Gérin-Lajoie a publié entre 1862 et 1864 Jean Rivard, *un roman emblématique, à bien des égards, du moment réformiste. Après ses études au Séminaire de Québec, Hector Langevin a été nommé rédacteur des* Mélanges religieux, *l'organe officiel des évêques, en 1847, mais n'a occupé ce poste que pendant deux ans. Défenseur enthousiaste de la politique réformiste, il s'est lancé en politique en 1856, est devenu député de Dorchester en 1857, puis maire de Québec l'année suivante. Comme tous les réformistes, il a rejeté le programme annexionniste des rouges, et est devenu, comme Cartier, un des pères de la Confédération et une figure marquante du Parti conservateur canadien.*

Autour de ce noyau dur réformiste gravitaient quelques individus certes importants, mais qui n'étaient pas nécessairement au cœur des décisions et des orientations. Je pense ici à un homme comme Wolfred Nelson (1791-1863) qui, bien que chef victorieux lors de la bataille de Saint-Denis de novembre 1837, s'est avéré un allié sûr de LaFontaine après le retour de Papineau, en 1845. Député réformiste, puis maire de Montréal, Nelson s'est vu confier le mandat d'enquêter sur les prisons du Bas-Canada. Son rapport est d'ailleurs un document unique qui permet de mieux saisir la pensée réformiste à propos de la marginalité. J'inclus aussi dans ce groupe Joseph-Guillaume Barthe (1816-1893) qui a dirigé L'Aurore des Canadas *de 1840 à 1844, s'est brouillé avec LaFontaine, a quitté le Canada pour la France, où il a écrit un pamphlet tapageur* (Le Canada reconquis par la France), *puis est revenu au pays pour diriger* Le Canadien, *à la demande de Parent, de 1858 à 1862. Ses positions sur la régénération morale de la nationalité et sur la fusion des partis illustrent également la pensée sociale et politique réformiste. Le troisième acteur de cette orbite réformiste plus large est François-Xavier Garneau (1809-1866). Bien que ce dernier ait conservé toute son indépendance d'esprit face aux hommes politiques de son temps et qu'il ne se soit pas privé de critiquer l'action de LaFontaine et de Morin durant les événements de 1837, le primat du national ainsi que le rapport au temps qui imprègnent son* Histoire du Canada *me semblent assez bien illustrer la perspective réformiste. Cette œuvre majeure fut*

d'ailleurs fort bien accueillie par la presse réformiste. S'ils n'ont pas nécessairement fait partie du inner circle *réformiste, Nelson, Barthe et Garneau ont contribué à leur façon à me faire mieux saisir la pensée de ce groupe.*

Il va de soi que ces onze personnages influents ne sauraient incarner à eux seuls les aspirations de toute une génération. Le concept de « génération » que j'utilise parfois ne renvoie pas à une cohorte démographique, mais à un petit groupe d'hommes marqués par un événement tragique et unis ensuite par quelques principes d'action[15]*. Cette expérience commune et cette unité programmatique relative ne sauraient signifier que les réformistes vivaient dans une parfaite harmonie et avançaient toujours en une phalange serrée. L'examen de la correspondance montre qu'entre le groupe de Montréal, formé de LaFontaine, Morin et Cartier, et celui de Québec, formé de Parent, Chauveau et Cauchon, les tensions étaient parfois vives. Lorsque Lord Elgin avait tenté de former un ministère réformiste en 1847, et qu'il avait d'abord approché Chauveau plutôt que LaFontaine, cette rivalité avait été particulièrement âpre*[16]*. Il arrivait aussi que des rivalités plus personnelles assombrissent les rapports des réformistes. Cauchon, par exemple, considérait Chauveau comme un concurrent embarrassant. Par tous les moyens, il a cherché à le discréditer et à se présenter, auprès de LaFontaine, comme le seul représentant du réformisme dans la région de Québec.*

Commet-on un anachronisme en qualifiant ce groupe d'hommes de « réformistes » ? Eux-mêmes ont eu du mal à résoudre le problème de la désignation. S'ils se disaient « libéraux » par rapport aux tories jusqu'en 1848, cette appellation ne convenait plus dès lors que de plus libéraux, les rouges, en sont peu à peu venus à occuper le devant de la scène à la fin des années 1840. L'appellation « réformiste » a été utilisée depuis le début du Canada-Uni et a bien servi les fins de la vaste coalition qui, dans les parties est et ouest de la colonie, avait souhaité mettre fin au pouvoir des tories. Mais de 1848 à 1854, cette habile dénomination a eu pour effet de les placer au centre de l'échiquier. À leur gauche, il y avait les rouges de l'Institut canadien, que l'on associait insidieusement aux révolutionnaires de l'insurrection française de 1848 ; à leur droite, on retrouvait les tories, qui souhaitaient maintenir un régime de privilèges et d'inégalités[17]*. Ce n'est qu'à la fin des années 1850 que l'appellation « conservateur » a été assumée, voire revendiquée, par ce dernier groupe d'hommes.*

* * *

Fixée sur les ruptures provoquées par la Révolution tranquille, et étrangère à l'évolution de l'historiographie des dernières décennies, notre mémoire collective ne rend pas compte des profondes mutations qui ont marqué le milieu du XIXe siècle. Les images du Canada français d'autrefois que nous renvoient le cinéma ou les séries télévisées sont celles d'un monde figé dans la tradition, immobile. Les réformistes ont pourtant vécu dans une société qui se transformait à grands pas. De 1831 à 1871, le Bas-Canada a vu sa population passer de 511 000 habitants à 1,2 million[18]*, une croissance démographique importante que le taux de natalité ne peut à lui seul expliquer. Le port de Québec était alors l'un des plus importants en Amérique. Entre 1829 et 1850, c'est plus de 650 000 étrangers qui ont transité par Québec pour aller s'installer au Haut-Canada ou aux États-Unis. Parmi ces Européens, de nombreux jeunes Irlandais catholiques, fuyant la terrible famine de 1847 avec leurs parents dont beaucoup ont péri durant la longue traversée, ont été adoptés par des familles canadiennes-françaises. C'est à cette époque que Montréal a déclassé Québec pour de bon et est devenue une métropole importante, passant de 27 000 habitants, en 1831, à 107 000, trente ans plus tard. En dépit de cette croissance urbaine spectaculaire, le Québec restait très majoritairement rural et agricole. En 1851, seulement 11,2 % de la population bas-canadienne vivait à Québec ou à Montréal. Les deux villes accaparaient cependant 47 % du commerce. Si l'économie agricole du Québec a bientôt été dépassée par celle de l'Ontario, l'espace défriché dans la vallée du Saint-Laurent a doublé en quarante ans (de 1831 à 1871) et les communications avec l'extérieur se sont développées à un rythme comparable à celui des autres sociétés occidentales. Un premier télégraphe reliait Montréal à Toronto en 1847. D'importants travaux de canalisation des Grands Lacs, qui se sont échelonnés de 1820 à 1870, ont permis le développement de l'axe commercial est-ouest. Si un premier chemin de fer a relié Laprairie à Saint-Jean dès 1836, ce qui a permis d'accéder rapidement à la route naturelle de la rivière Richelieu vers les États-Unis, ce n'est qu'en 1853 qu'a été formée la compagnie du Grand Tronc et qu'ont commencé les grands travaux d'infrastructures ferroviaires. Un steamer reliait Québec à Montréal en trois jours,*

quand le Saint-Laurent était navigable. Il faut dire que ces améliorations des infrastructures, qui ont permis graduellement la mise en place d'un marché canadien, étaient devenues nécessaires. En 1846, la Grande-Bretagne a aboli les Corn Laws *qui accordaient au blé canadien importé un tarif préférentiel. Cette mesure a obligé les marchands et les agriculteurs à tourner leur regard vers le vaste marché américain. Le Canada français du milieu du XIXe siècle ne vivait pas en marge des autres nations occidentales. Un mouvement de modernisation était à l'œuvre, comme on le verra tout au long de ce livre.*

Ces avancées techniques et matérielles étaient accompagnées d'une large circulation des idées[19]*. De 1764 à 1859, 327 périodiques ont été fondés dans la vallée du Saint-Laurent*[20]*. Les journaux canadiens étaient abonnés à des publications européennes et américaines, comme le démontrent les nombreux extraits reproduits. Dans leurs journaux, les Canadiens pouvaient suivre l'actualité internationale et être exposés aux idées des grands penseurs du siècle. Et plus on avançait dans le XIXe siècle, plus les lecteurs étaient nombreux. En effet, le taux d'alphabétisation des Canadiens n'a cessé de croître tout au long du XIXe siècle, passant de 21 % pour la décennie 1820-1829 à près de 53 % cinquante ans plus tard*[21]*. Cette croissance n'a pas touché seulement l'élite, mais aussi les enfants des agriculteurs (de 11,2 % à 48,6 % pour la même période) et des journaliers (de 13,8 % à 21,9 %)*[22]*. De son côté, la classe politique canadienne avait doté la Chambre d'assemblée d'une bibliothèque dès 1802, ce qui en avait fait l'une des premières institutions du genre en Occident*[23]*. Selon l'historien Gilles Gallichan, le rythme des acquisitions était assez soutenu, malgré les petits budgets consentis par la Chambre. Si les premiers parlementaires canadiens avaient surtout besoin d'ouvrages de droit français et anglais et de recueils de jurisprudence, ils ont aussi eu accès à des traités de philosophie et d'économie politique et aux essais les plus commentés de leur époque*[24]*. Parmi les vingt-cinq premiers livres acquis par la bibliothèque, on retrouvait le petit traité avant-gardiste sur les prisons de Cesare Beccaria ; en 1804, les parlementaires ont eu accès à la version française du classique d'Adam Smith sur la richesse des nations (traduit en français en 1792) ; en 1811, ils pouvaient lire le traité de Malthus sur la population (publié en 1807). La bibliothèque du Parlement avait aussi fait l'acquisi-*

tion des principales œuvres de Machiavel, Locke, Montesquieu, Rousseau, Voltaire et Bentham. Plusieurs de ces ouvrages ont malheureusement été détruits lors de l'incendie du Parlement de 1849. Le catalogue de la bibliothèque de LaFontaine montre que l'homme politique avait un goût similaire pour les œuvres de son temps[25]*. Outre l'imposante section dédiée au droit, aux classiques romains et grecs, ainsi qu'aux nombreux ouvrages portant sur la vie et l'œuvre des Bonaparte, le rayon de la bibliothèque de LaFontaine consacré aux Lumières était passablement bien garni. On y retrouvait des livres de Locke, Voltaire, Thomas Payne et d'Alembert. Les auteurs du* XIXe *siècle, libéraux autant que conservateurs, étaient aussi fort bien représentés. LaFontaine possédait des ouvrages de Benjamin Constant* (Mélanges politiques, Discours, Cours politiques), *d'Alexis de Tocqueville* (L'Ancien Régime et la Révolution), *d'Adolphe Thiers* (De la propriété), *de François Guizot* (Histoire parlementaire, L'Église et la société chrétienne en 1861), *mais aussi de Félicité de Lamennais* (Paroles d'un croyant), *de Chateaubriand* (Mélanges politiques, Les Bourbons, *etc.*), *de Joseph de Maistre* (Considérations sur la France, Soirées de Saint-Pétersbourg, Du pape, L'Église anglicane) *et de Louis Veuillot* (Sa Sainteté Pie IX, De quelques erreurs sur la papauté). *Les avait-il tous lus et médités ? Impossible de le savoir. Toutefois, l'éclectisme de sa bibliothèque, et de celle de Cartier, étudiée par Brian Young*[26]*, témoigne d'une ouverture aux grands débats contemporains, et non d'un étroit repli sur la seule culture canadienne-française.*

Le cadre dans lequel évoluait le Canada français du XIXe *siècle était celui d'une « société libérale ». Plus ou moins implicitement, la grande majorité des acteurs, au Canada français comme dans la plupart des sociétés occidentales, a adhéré aux normes prescrites par ce cadre « libéral » comme s'il s'agissait d'un « socle intellectuel commun*[27] *». Les chercheurs québécois s'entendent généralement pour dire que ce cadre « libéral » s'est graduellement mis en place à partir des années 1840 et 1850, peut-être même un peu avant. Sur le plan politique, on adhérait aux principes d'une démocratie parlementaire et convenaient que le pouvoir ne devait pas être cédé à un tyran ou à une petite oligarchie qui serait coupée des aspirations du peuple. Personne, au cours du moment réformiste, ne songeait à retirer le droit de vote aux hommes de vingt et un ans et plus qui détenaient une*

petite propriété. Accordé par l'Acte constitutionnel de 1791 et renforcé par l'obtention du gouvernement responsable en 1848, ce droit à la représentation politique constituait, pour la classe politique canadienne-française du milieu du XIXe siècle, un acquis incontestable que même Louis-François Laflèche, certainement le doctrinaire ultramontain le plus important de cette époque, ne contestait pas[28].

Sur le plan économique, tous acceptaient les principes d'une économie de marché fondée notamment sur la propriété privée. Seigneurs de l'île de Montréal depuis le XVIIe siècle, les Sulpiciens ont accepté de se départir de leurs terres au cours des années 1840. Le processus qui a mené à l'abolition du régime seigneurial en 1854 s'est déroulé sans trop de heurts, dans un consensus relatif. Aucun intellectuel canadien-français d'envergure ou mouvement politique digne de ce nom ne s'était fait le relais des thèses « socialistes » d'un Charles Fourier, souvent cité dans les journaux, ou d'un Karl Marx, apparemment inconnu, dont les idées sur l'abolition de la propriété privée n'ont commencé à circuler qu'au tournant des années 1850 dans la presse réformiste.

Sur le plan des mentalités, les Canadiens français du milieu du XIXe siècle avaient le sentiment de vivre une accélération du temps. Anxieux, leur regard était tourné vers ce que l'avenir pouvait réserver, et non pas seulement vers un passé à préserver. Ils se sentaient également responsables de leur destinée individuelle et de leur salut dans l'au-delà. Critiques des prescriptions de l'Église ou dévots sincères, ils étaient convaincus que leur réussite dépendait d'abord de leur ardeur au travail, de leurs talents, de leur vertu, bref, de leurs seuls mérites, et non pas de l'État ou de la société. Ce lexique commun de valeurs et de représentations, on le qualifie généralement de « libéral » pour le distinguer du cadre « féodal » ou d'Ancien Régime qui prévalait auparavant et du cadre « providentialiste » qui allait s'imposer après la crise des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale[29]*. Cette grammaire commune, je l'ai plus ou moins tenue pour acquise, car ce n'est pas à ce niveau macrosocial que se situe cette étude sur la pensée réformiste.*

Cette pensée, comment la qualifier ? À quelle grande famille idéologique la rattacher ? Ses partisans étaient-ils des « libéraux très modérés », attachés à l'économie de marché, mais plus nationalistes que démo-

Extrait de la publication

crates[30] *? Des « conservateurs modérés » qui faisaient alliance avec les traditionalistes ultramontains contre les libéraux modernistes qui optaient pour l'annexion aux États-Unis*[31] *? Étaient-ils des hommes de « droite » ou de « gauche*[32] *» ? Tenter d'apposer une étiquette sur la pensée réformiste n'a pas été une tâche facile. Chose certaine, j'ai voulu résister à cette propension, répandue chez certains historiens intéressés par les idées, à vouloir définir* a priori *des concepts souvent polysémiques comme ceux de libéralisme, de conservatisme ou de nationalisme. Très tôt, j'ai pris le parti de laisser cette difficile tâche aux théoriciens de la sociologie et de la science politique, dont c'est le travail, et aux idéologues, dont c'est la vocation. Mon parti pris empiriste, par définition méfiant à l'égard des théories importées des sciences sociales ou des études littéraires, a longtemps été celui des historiens formés par la tradition humaniste*[33]*. J'avais le sentiment que des définitions trop rigides auraient faussé mes lectures, mes recherches et mes propos. Même si je me suis instruit de travaux plus théoriques, j'ai préféré me plonger dans les textes de l'époque sans trop d'idées préconçues et voir quelles positions les réformistes avaient prises sur les grandes questions de l'heure. J'ai voulu me laisser imprégner par leur conception des choses, situer leur pensée dans le contexte qui était le leur, et esquisser le contour de leurs idées en sachant que c'est toujours en situation que celles-ci prennent forme. Si j'ai voulu résister à la tentation de définir leurs idées de manière trop rigide, c'est surtout parce que les réformistes étaient des hommes d'action généralement réfractaires aux systèmes de pensée et aux théories. Outre Parent, rares sont ceux qui ont proposé de longues réflexions sur l'état du monde ou ont tenté de formuler des doctrines. La pensée des réformistes n'avait rien de doctrinal et il me faudra bien, parfois, montrer les flous, voire les contradictions qui surgissaient à travers leurs différentes prises de position. On aura compris que je n'ai pas voulu rendre compte d'une « idéologie » au sens où l'entendaient les marxistes durant les années 1970, mais bien davantage expliquer un certain rapport au monde, une sensibilité particulière qui n'était au fond rien d'autre qu'une cohérence provisoire, par nature fragile et menacée*[34]*.*

Pour y voir un peu plus clair, je propose six chapitres. Impossible de suivre le cheminement des réformistes, de comprendre pourquoi ils s'étaient résignés à accepter l'union des deux Canadas, sans revenir aux

Extrait de la publication

soulèvements de 1837 et 1838, l'objet du premier chapitre. L'historiographie des dernières décennies considère les LaFontaine, Parent et Morin comme des « Canadiens français de service », comme des collaborateurs serviles de l'Empire britannique, sinon comme des « parvenus », parce qu'ils avaient fini par se dissocier de Papineau et de l'état-major du Parti « patriote ». Je crois nécessaire de revenir sur cette période troublée de notre histoire, afin de mieux comprendre les choix des réformistes, d'éclairer leur lecture du contexte et les conclusions qu'ils ont tirées de ces événements tragiques. Les chapitres 2 et 3 portent respectivement sur leurs conceptions de la politique et de l'économie. Une des « leçons » tirées de 1837 par les réformistes a été que la politique constituait pour les Canadiens français un lieu de discorde, de vaines disputes et de déchirements inutiles. Pour faire face aux défis du présent, il leur fallait faire bloc, s'unir, ne parler que d'une seule voix. On verra que, face à une opposition légitime qui contestait leur vision des choses, cette conception de la politique a considérablement influencé l'idée qu'ils se faisaient des différents régimes politiques, de la démocratie libérale et des qualités qu'un électeur devait posséder pour prendre part au débat. L'autre « leçon » tirée par ces hommes, à la suite des soulèvements de 1837 et 1838, a été que la nationalité, pour se développer et grandir, devait surtout se fonder sur les progrès de son économie. Comme le Canada français de cette époque était surtout rural, on a beaucoup misé sur le développement de l'agriculture, mais sans pour autant négliger l'industrie, au contraire.

Les chapitres 4 et 5 traitent de la conception que se faisaient les réformistes de la société et de la religion. Ces hommes ont cru possible de « réformer » le pauvre et le criminel, de leur inculquer les valeurs justes qui leur permettraient de reprendre le droit chemin. D'aucune façon les réformistes n'ont associé le « paupérisme » grandissant aux vices structurels d'une économie de marché en pleine expansion. Pour éviter les affres de la pauvreté et du crime, ils ont misé sur la famille et sur les vertus féminines des mères qui, gardées à l'écart de la corruption politique des hommes, pourraient transmettre les valeurs d'honnêteté et de discipline. Mais voilà, les mères les plus vertueuses ne pouvaient suffire à la tâche. Pour « rendre le peuple meilleur », il fallait une religion, des prêtres, une Église. On verra que les réformistes attribuaient avant tout à l'Église catholique une fonction

Extrait de la publication

sociale, ce qui les plaçait à mi-chemin entre les rouges, qui prônaient carrément une séparation de l'Église et de l'État, et les ultramontains, qui promouvaient une suprématie du spirituel sur le temporel. J'aimerais montrer que l'attitude des réformistes face au clergé et à l'Église participait d'une certaine vision de l'ordre social, et non pas seulement d'une alliance un peu cynique et électoralement rentable, ou encore d'une soumission béate et servile aux évêques.

Le dernier chapitre de cette étude porte sur l'identité nationale et le rapport au temps. L'historiographie récente présente la génération réformiste comme une génération qui s'est réfugiée dans un passé idyllique loin du mouvement moderne. Je tenterai de nuancer ce tableau pour le moins caricatural.

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Table des matières

PRÉSENTATION 11

CHAPITRE PREMIER • PRUDENCE ET MODÉRATION 29

Unité autour des 92 résolutions 34

La réaction aux résolutions Russell 43

Résister à la répression 58

Se résigner à l'union des deux Canadas 67

CHAPITRE 2 • PARLER D'UNE SEULE VOIX 81

Une perception négative de la politique 82

Libéraux ou conservateurs ? 89

La hantise de la délibération 99

La démocratie « capacitaire » 110

CHAPITRE 3 • S'OCCUPER DE SES AFFAIRES 129

La survie par l'économie 131

Commencer par l'agriculture 140

Extrait de la publication

L'accès au marché 148

Trouver des capitaux 156

CHAPITRE 4 • ASSAINIR LE CORPS SOCIAL 169

L'indigence morale du pauvre 173

La réforme du criminel 189

Préserver les vertus féminines 200

CHAPITRE 5 • RENDRE LE PEUPLE MEILLEUR 211

Une Église tenue à distance 215

La fonction sociale du clergé 231

Réconcilier deux mondes 242

CHAPITRE 6 • CONSERVER L'ESSENTIEL 253

Être ou ne pas être une nationalité ? 256

L'histoire d'une nation 263

Progrès et continuité 284

Oui à l'Amérique, non à l'annexion 300

CONCLUSION 317

NOTE SUR LES SOURCES 331

REMERCIEMENTS 335

ABRÉVIATIONS 337

Extrait de la publication

NOTES 339

OUVRAGES CITÉS 383

INDEX 399

Ce livre a été imprimé sur du papier 100 % postconsommation,
traité sans chlore, certifié ÉcoLogo
et fabriqué dans une usine fonctionnant au biogaz.

MISE EN PAGES ET TYPOGRAPHIE :
LES ÉDITIONS DU BORÉAL

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN SEPTEMBRE 2009
SUR LES PRESSES DE TRANSCONTINENTAL GAGNÉ
À LOUISEVILLE (QUÉBEC).

Les Réformistes

L'histoire que l'on écrit est toujours fécondée par le présent. Le projet de ce livre a pris forme à la fin des années 1990, dans un moment de grande morosité collective. Comme je ne voulais pas ajouter ma voix au concert des cyniques, et que je suis allergique à la fuite en avant des marchands de rêves, j'ai cherché dans notre histoire une autre génération confrontée à des défis semblables aux nôtres. Par-delà le siècle et demi qui nous sépare des réformistes, j'ai eu l'impression de retrouver des incertitudes similaires face à l'avenir. Comme nous, les réformistes vivent les lendemains troubles de grandes espérances. Leur temps n'est ni celui des mythes fondateurs ni celui des Grands Soirs. C'est un temps désenchanté, morose même ; un temps de prudence et non d'élans prophétiques. En allant vers les réformistes, mon but n'était pas de réhabiliter des personnages « illustres » ou de dénicher un programme d'action pour l'avenir. J'ai plutôt voulu comprendre les questions qu'ils s'étaient posées et les réponses qu'ils avaient fournies, et voir comment, par la pensée et par l'action, ils avaient conjuré les angoisses d'un présent incertain.

É.B.

Éric Bédard est historien. Professeur à la Télé-Université (UQAM), il s'intéresse à l'histoire politique du Québec et aux rapports que les Québécois d'aujourd'hui entretiennent avec leur passé.

Extrait de la publication